
Conférence de Jérôme Beauvisage

« L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ? »

Immédiatement, posons le cadre et les limites de mon exposé. En premier lieu, ce n'est pas à un débat théorique que je vous convie.

Des œuvres classiques existent, citons-en quelques-unes : Paul Leroy-Beaulieu (*De la colonisation chez les peuples modernes* - 1874) ou John Atkinson Hobson (*Impérialisme* - une étude en 1902) ont posé les bases d'une critique libérale de l'impérialisme dans une visée positive pour le premier et dans une perspective beaucoup plus critique pour le second.

Reprenant les thèses d'Hobson, les marxistes Rudolf Hilferding, Rosa Luxemburg et Lénine posèrent les bases théoriques d'une critique socialiste de l'impérialisme.

Je ne rentrerai pas dans une analyse théorique des ouvrages classiques produits par ces auteurs, c'est bien évidemment hors de mes compétences.

Il s'agira pour moi plus modestement d'apporter un regard rétrospectif sur le phénomène de l'impérialisme à travers les âges, de l'époque grecque ou romaine jusqu'à nos jours.

« *Faire l'histoire d'un mot, ce n'est jamais perdre sa peine. Bref ou long, monotone ou varié, le voyage est toujours instructif.* » pouvait écrire en 1930 le grand moderniste Lucien Febvre.

C'est donc ce à quoi je vais essayer de m'atteler dans une première partie de mon exposé.

Dans un second temps, je tenterai un bref essai de périodisation dans le but de décrire les multiples formes revêtues par l'impérialisme au cours de l'histoire.

Dans une troisième partie, j'aborderai à gros traits les différentes interprétations critiques ou non de l'impérialisme, en me concentrant sur la période allant de Fachoda (1898) à 1914, d'Hobson à Lénine.

Et je terminerai par une polémique célèbre un peu oubliée aujourd'hui dans laquelle la CGT est partie prenante.

Impérialisme, le mot et le concept

Né dans les années 1840, le mot « impérialisme » appartient à une série de noms abstraits « en isme » apparus au cours du XIX^e siècle, comme son jumeau, le « colonialisme », ou encore le « capitalisme », le « socialisme » et beaucoup d'autres termes génériques désignant des phénomènes sociaux.

Mais la racine du mot plonge dans un lointain passé. Elle remonte jusqu'à l'*imperium* de la République romaine, dont sont dérivés le nom « Empire » et l'adjectif « impérial ».

Dès le Moyen Âge, le mot « Empire » a une connotation positive. L'Empire romain, depuis Constantin, était considéré par l'Église comme une création providentielle, destinée à faciliter la diffusion du christianisme dans le monde.

L'adjectif « impérial », transcrit du latin dans les langues vulgaires à la fin du XIII^e siècle, fut rapidement substantivé pour désigner les « impériaux », serviteurs et soldats de l'empereur du Saint-Empire romain germanique.

Le mot « impérialiste » apparaît dès 1525, et de manière péjorative dans les deux pays les plus réfractaires à la prépondérance espagnole, la France et l'Angleterre. Il désigne alors les partisans de l'empereur Charles Quint et sa prétention à la Monarchie universelle.

C'est en fait Napoléon I^{er} qui, en reprenant le titre impérial et en tentant de conquérir l'Europe, fit naître l'impérialisme. Ce mot fut mentionné pour la première fois en 1836 dans le *Supplément au dictionnaire de l'Académie française* de François Raymond.

Il a d'emblée un sens négatif. Il évoque le despotisme et le militarisme à l'intérieur et l'usage ou la menace de la force à l'extérieur.

L'impérialisme désignait alors l'opinion des « impérialistes », c'est-à-dire des nostalgiques de la grandeur impériale. Cela d'ailleurs n'impliquait pas nécessairement la fidélité à la dynastie napoléonienne.

Pendant la crise internationale de 1840, Adolphe Thiers mena une politique impérialiste en défiant l'Angleterre et les autres grandes puissances du continent.

C'est alors que l'expression « parti impérialiste » se répandit pour désigner tous les ennemis des traités de 1815 qui réglèrent la chute de l'Empire napoléonien.

Mais c'est en Angleterre que le mot « impérialisme » va prendre le sens moderne que nous lui connaissons aujourd'hui. Il fit son entrée dans le débat politique britannique sous le dernier gouvernement de Disraeli en 1874-1880. Celui-ci prétendait mener une politique impériale que ses adversaires stigmatisaient du nom infamant d'impérialisme. Ce nom confondait deux reproches : celui de mener une politique personnelle à l'insu du Parlement et celui de faire courir au pays le risque d'une guerre contre la Russie pendant la crise orientale de 1878.

La crise franco-britannique de Fachoda en 1898 et la guerre des Boers entre 1899 et 1901 soulevèrent des vagues croissantes d'indignation contre l'impérialisme britannique.

Simultanément, la guerre hispano-américaine aboutissant à l'occupation de Cuba et à l'annexion de Porto Rico et des Philippines par les États-Unis suscite une réaction analogue contre l'« impérialisme yankee ».

C'est alors que ce mot emprunté aux opposants anglais et américains va devenir dans le reste du monde un slogan accusateur contre les deux grandes puissances anglo-saxonnes, métropoles successives du capitalisme mondial. Ce qu'il est resté jusqu'à nos jours.

Deux grandes nations semblent particulièrement avoir contribué à vulgariser ce slogan, l'Allemagne et la Russie soviétique. Les dirigeants allemands, aussi bien conservateurs que socialistes, avaient beau jeu de dénoncer l'impérialisme britannique ou français, alors que le « Reich » allemand mettait sa puissance au

service de la « Weltpolitik » (ou « politique mondiale ») afin d'achever de placer l'Allemagne parmi les « grands » qui dirigent le monde.

Quant à l'Union soviétique, elle n'a pas cessé de dénoncer l'impérialisme capitaliste, mais en mettant l'accent alternativement sur celui de l'Allemagne et sur celui des puissances occidentales. À compter de 1947, sa propagande opposa constamment le camp socialiste, camp de la paix, au camp impérialiste, camp de la guerre.

Après la Seconde Guerre mondiale, les nouveaux États nés de la décolonisation reprirent à leur compte le concept d'impérialisme. Nasser en donne une définition assez représentative de leurs positions, je cite : *« L'impérialisme a signifié différentes choses à différentes époques. Plus récemment, il en est venu à signifier, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, l'asservissement des petites nations aux intérêts des plus grandes. »*

De ce rapide survol, retenons d'abord, à ce stade, que l'étude sémantique montre que le mot « impérialisme » recouvre bien souvent des réalités différentes selon les lieux et les époques.

Il faut avant tout distinguer le sens politique, qui désigne toute influence politique, économique ou culturelle hors des frontières nationales, de son sens polémique, de sujétion et d'exploitation, développé à partir de la terminologie marxiste et qui, notamment depuis les années 1950, se confond fréquemment avec celui du colonialisme.

Les différentes manifestations de l'impérialisme à travers les âges

Certains des éléments constitutifs de l'impérialisme (rapine, spoliation, extorsion) ont des racines très anciennes remontant aux premiers États agricoles et se poursuit dans l'Antiquité, avec l'impérialisme athénien par exemple ou le modèle romain. Retenons l'exemple athénien.

Au cours du V^e siècle avant Jésus-Christ, Athènes instaure par la Ligue de Délos sa domination sur la mer Égée par des politiques qui aboutissent à la formation d'un véritable empire maritime. Selon l'historien grec Thucydide, l'impérialisme athénien s'explique par une recherche de prestige et d'intérêt, mais également parce que les alliés d'Athènes se sont déchargés sur elle de leur engagement militaire.

Bien que le terme « empire » soit inconnu des Grecs du V^e siècle, il est possible de parler d'un empire maritime athénien. Plusieurs éléments le caractérisent :

- En premier lieu le tribut. Il est versé par les cités membres de la Ligue. Il servait au départ à financer l'armée commune de la Ligue mais petit à petit, Athènes détourne cet argent à son seul profit.
- Ensuite l'ingérence. En dépit des accords entre alliés, toutes les affaires concernant la Ligue ou des citoyens sont jugées à Athènes. De plus, Athènes installe dans les autres cités des magistrats et des soldats pour les surveiller, ainsi que des colons qui occupent les terres confisquées aux cités alliées.
- Enfin la soumission et la répression. Les alliées doivent prêter un serment d'obéissance à Athènes. En cas de révolte, une cité risque la confiscation de ses biens, la destruction de ses murailles, de sa flotte, voire l'expulsion de sa population.

L'ère moderne, du XVI^e siècle au début du XIX^e siècle, se caractérise quant à elle par l'avènement du capitalisme et des premières manifestations de l'internationalisation

des échanges économiques qui s'opèrent dans le cadre d'une expansion coloniale de type mercantiliste. Trois lignes de force se dégagent ce modèle.

- En premier lieu, le capitalisme naissant aboutit à ce que les empires coloniaux ont d'abord un objectif d'intégration des territoires conquis dans le système capitaliste en formation.
- En deuxième lieu, le nouvel impérialisme colonial est celui des puissances maritimes. Parmi les nouvelles thalassocraties, la Grande-Bretagne l'emporte par la puissance de sa marine de guerre et la précocité de sa révolution industrielle.
- Enfin, si pacte colonial il y a, il n'est décidé que par l'une des parties et à son seul profit. C'est l'échange inégal.

Le long XIX^e siècle est dominé par l'impérialisme anglais. L'hégémonie revient à la puissance qui l'emporte par ses capacités économiques, la richesse de son empire colonial et par le verdict des armes.

La Grande-Bretagne est donc la première puissance en mesure de poser au XIX^e siècle les bases d'un marché mondial, d'une économie internationale dont serait le centre.

Néanmoins, le système mondial demeure multipolaire, parce que la Grande-Bretagne ne peut placer les autres puissances en position de subordination. Elle exerce donc un ascendant, et non une tutelle, sur ces autres puissances.

La Seconde Guerre mondiale constitue pour l'impérialisme une charnière historique plus importante que la première. L'ordre construit après 1945 est celui d'un capitalisme régulé et structuré selon la forme d'une hiérarchie pyramidale, dont le sommet est occupé par les États-Unis, le niveau inférieur par le reste de l'Occident (Europe, Canada, Japon, Australie, Nouvelle Zélande), et la base par le Tiers-monde. Les États-Unis ont le rôle de soutien et de garant de la stabilité monétaire à travers le dollar, monnaie de réserve internationale. Ils en retirent des avantages pour leurs firmes multinationales et leurs investissements directs à l'étranger.

L'histoire de l'impérialisme post 1945 devient celle de la quête de l'hégémonie sur l'ensemble du globe. Pour les États-Unis, l'obstacle soviétique devient le premier à surmonter, d'où la constitution du « monde libre » face au communisme.

Les guerres entre puissances occidentales sont donc exclues. Les États-Unis ont besoin de leurs alliés pour affronter l'URSS, tandis que s'affirme en réaction un Tiers-monde indépendant et anti-impérialiste.

La crise des années 1970 fait évoluer les problématiques, à la fois parce que la mondialisation déplace hors frontières une industrie devenue non rentable et parce que la tertiarisation et la financiarisation substituent à la production matérielle la prédominance des services et l'hypertrophie de la fonction financière.

Selon le penseur de gauche Antonio Negri, avec la société immatérielle du savoir et de l'information, il n'y aurait plus d'impérialisme. C'est une vision qui ne tient guère face à l'évolution de la géopolitique mondiale.

Aux États-Unis, le courant néoconservateur réhabilite un impérialisme désinhibé mettant en évidence la force militaire et dont l'invasion et l'occupation de l'Irak en 2003 fournissent l'archétype.

Enfin, la période récente est marquée par l'émergence de la Chine qui rejoint le groupe des nouveaux pays industriels accédant par étapes, à partir de 1979, au leadership industriel mondial, se posant ainsi en rival des États-Unis.

Peut-on parler d'impérialisme chinois ?

L'impérialisme, pour Luxemburg ou Lénine, est un impérialisme de la maturité du capitalisme. Or avec la Chine, on a une sorte d'« impérialisme à l'envers » qui, loin d'être le stade suprême du capitalisme, serait plutôt le stade de son émergence, une maladie sinon infantile du capitalisme, du moins de son adolescence.

L'idée d'un impérialisme « stade suprême du capitalisme » doit donc être nuancée. Contrairement à ce que pensaient Rosa Luxemburg et Lénine, ce n'est pas toujours la maturité du capitalisme, mais parfois sa jeunesse qui est alors la cause de l'impérialisme.

En effet, si la France et l'Angleterre étaient au début du XX^e siècle des pays du capitalisme ancien, en revanche les États-Unis, l'Allemagne ou le Japon étaient les pays émergents d'alors.

Pour ces derniers, le dynamisme et la puissance de l'accumulation du capital contrastait avec la relative faiblesse de la consommation intérieure.

Des auteurs comme Hobson, Hilferding ou Joseph Schumpeter l'ont bien observé à l'époque.

Enfin on peut se demander, avec l'historien Arnaud Orain, si l'on n'assiste pas actuellement à la fin d'un long cycle de libre-échange, fondée sur l'idée d'une croissance économique sans fin et de la paix mondiale (c'est la fameuse théorie libérale du « doux commerce » attribuée à Montesquieu). Selon Orain, on assiste aujourd'hui à des phénomènes nouveaux : le retour d'une conception autarcique de l'économie (manifestations nombreuses de protectionnisme), la croissance décuplée de monopoles privés qui rappellent les anciennes compagnies-États de l'Ancien Régime et des colonies (l'exemple américain est à cet égard emblématique), une nouvelle course à l'armement et à l'accaparement des terres (Chine, pays pétroliers) et des minerais (Occident, Asie).

Tout ceci dessine un nouveau tableau, dont la politique de Trump est l'incarnation (mais cela a commencé avant lui - 2003 l'Irak) avec un capitalisme ouvertement prédateur, violent et rentier.

De ce très rapide survol chronologique se dégagent quelques lignes de force en forme de constats :

- Il existe toujours des asymétries de puissances dans lesquelles, le plus souvent, politique et économique vont de pair ;
- L'impérialisme n'est pas un stade spécifique de l'histoire, il se rencontre à toutes les époques et ses diverses manifestations se perpétuent jusqu'à nos jours ;
- Tout différentiel de puissance porte en lui l'impérialisme. *A contrario*, les échanges économiques ne sont pas nécessairement de l'extorsion, ils ne revêtent un caractère impérialiste que lorsqu'il y a coercition politique et/ou militaire.

Quelle interprétation de l'impérialisme ?

Je centrerai mon propos sur les années 1890-1914, l'essentiel des essais d'interprétation et d'explication ayant lieu à cette époque.

C'est bien évidemment l'âge d'or de l'impérialisme colonial qui a toujours eu recours aux justifications, tantôt avant l'action, tantôt *a posteriori*.

Il s'est ainsi créé dans la conscience européenne un corps de théorie de l'impérialisme, diversement utilisé suivant les pays et les époques mais qui, durant

la courte période des années 1890-1900, a rencontré la quasi-unanimité de l'opinion publique.

À cet impérialisme se sont alors ralliés non seulement les libéraux, jadis hostiles ou réservés, mais aussi la droite nationaliste, jusqu'alors particulièrement réticente en France, ainsi que les socialistes, surtout en Allemagne où s'affirme vigoureusement un socialisme impérialiste. Nous y reviendrons dans la dernière partie.

Selon les familles politiques et culturelles, l'accent est mis sur des arguments différents.

Le plus fréquent, celui que popularisera Rudyard Kipling avec l'image du « fardeau de l'homme blanc », justifie l'impérialisme par la suprématie de la civilisation occidentale, les droits et les devoirs qu'elle implique de civiliser les peuples attardés. Cette mission envers « les races inférieures », dira Jules Ferry, se combine dans la tradition française issue de la philosophie des Lumières, avec la notion de droit naturel et de solidarité de l'espèce humaine.

L'argument sera tout particulièrement employé par les radicaux et les francs-maçons. Nulle appropriation, fût-elle millénaire, ne peut provoquer « *la prescription contre le droit de l'univers d'utiliser les ressources offertes en tout lieu par la nature à la satisfaction légitime des besoins humains* » écrira Albert Sarraut.

Cette théorie glisse aisément vers deux formes extrêmes, celle de l'impérialisme humanitaire et celle de l'impérialisme racial.

La première idéologie, qui a surtout marqué la pensée britannique, affirme le droit de conquête comme ultime moyen de lutte contre l'esclavage, contre les abus et pour établir le bon gouvernement. Cet impérialisme « philanthropique » a été défendu par des hommes aussi différents que Cecil Rhodes, Livingstone ou Chamberlain. Les soi-disant guerres justes conduites récemment en sont aussi une illustration.

La seconde idéologie s'inspire d'un darwinisme étendu aux relations entre groupes humains. L'impérialisme force de la nature, manifestation essentielle de la vie, est le triomphe bénéfique et nécessaire du plus fort et du meilleur.

Fréquente est aussi la justification de l'impérialisme par l'égoïsme sacré de la nation, la défense de ses intérêts économiques, stratégiques ou politiques. Les liens entre idéologie nationaliste et impérialisme sont donc étroits. La supériorité proclamée des vertus nationales conduit au mythe de la nation impériale, de la mission sacrée si souvent relevée dans les romans impérialistes britanniques qui vantent, avec les qualités propres à l'anglo-saxon, l'idéal de la Pax Britannica.

L'impérialisme a été aussi défendu non seulement à cause des bienfaits apportés aux peuples d'outre-mer, mais aussi pour ses vertus régénératrices sur le pays colonisateur lui-même.

C'est la thèse présentée en France par Lyautey ou Onésime Reclus qui pourra écrire : *Lui seul (l'impérialisme) peut nous arracher à la stérilité, à la frivolité, à la stupidité, vaincre l'inertie, la bureaucratie et la routine.*

L'impérialisme socialiste insiste sur le double bienfait de l'expansion pour les pays colonisés comme pour les classes ouvrières européennes. Il a trouvé ses avocats principalement en Allemagne, avec Renner notamment qui défend l'idée que « *l'expansion du système économique européen à travers le monde est historiquement nécessaire, inévitable et culturellement prometteuse* ».

Dans l'entre-deux-guerres, les idéologies italienne, allemande et japonaise ont affirmé la nécessité d'un impérialisme démographique et la constitution d'un espace

vital pour les peuples jeunes. Au-delà des idéologies justificatives, un effort de réflexion théorique et de recherche a tenté d'expliquer le phénomène de l'impérialisme et d'en ramener les différentes formes à un nombre limité de causes. Cet effort souvent critique de l'impérialisme aboutit à une nouvelle définition qui met l'accent sur les causes économiques présumées au détriment des manifestations politiques et militaires du phénomène.

À l'origine de ce processus de mutation sémantique, on trouve des ouvrages consacrés aux ressorts économiques de la politique impérialiste par plusieurs auteurs anglo-saxons, dont le plus influent fut *Impérialism, a study*, une étude publiée en 1902 par John Atkinson Hobson, qui était un économiste de formation libérale et de sentiments démocratiques, ainsi qu'un journaliste qui suivit de près la guerre sud-africaine.

Partisan de la théorie de la sous-consommation, Hobson explique l'impérialisme britannique par les besoins de débouchés extérieurs pour les produits et les capitaux qui n'en trouvaient pas à l'intérieur à cause de la mauvaise répartition des richesses. En conséquence, il pensait que le syndicalisme et le socialisme étaient les ennemis naturels de l'impérialisme, car « *ils enlèvent aux classes impérialistes les excédents de revenus qui forment le stimulant économique de l'impérialisme* ».

C'est dans les partis socialistes du continent, surtout en Allemagne, Autriche-Hongrie et Russie, que les thèses d'Hobson eurent le plus grand retentissement avant 1914. Des discussions sur la nature et le caractère de l'impérialisme, ainsi que les moyens de lutte dont disposait le parti, allaient dominer la vie interne de la social-démocratie allemande entre 1909 et 1914.

La première crise marocaine allait ouvrir les yeux sur les dangers imminents à l'échelle internationale de l'impérialisme. Ce dernier apparaissait à la lumière de la crise, non plus seulement comme le fait d'une poignée d'aventuriers isolés, mais comme un phénomène de portée générale, caractéristique de la phase moderne du capitalisme liée à son évolution et non à des survivances du féodalisme.

Concentration croissante du capital au XX^e siècle

Prolongeant les travaux d'Hobson, Rudolf Hilferding étudia en 1910 la formation du capital financier, et en tira le pronostic d'une guerre inévitable entre les puissances impérialistes.

Pour Hilferding, le phénomène essentiel du capitalisme au XX^e siècle est la concentration croissante du capital. Selon lui, la racine économique de l'impérialisme moderne réside dans l'exportation de capitaux. L'expansion mondiale du capital dans les colonies ou les sphères d'influence sont l'expression politique moderne d'un fait économique nouveau, radicalement opposé au libéralisme du XIX^e siècle. Il s'agit pour le grand capital financier de s'assurer des domaines d'investissement privilégiés dans des pays industriellement peu développés, où l'aide de l'État, le bon marché de la main-d'œuvre, etc. garantissent un super profit.

Ayant analysé l'accumulation du capital, Rosa Luxemburg conclut elle aussi, en 1913, à la catastrophe imminente, occasion suprême de renverser le capitalisme par la révolution prolétarienne. Résumons-en les thèses : le capitalisme est incapable de poursuivre son développement dans l'hypothèse d'un monde peuplé exclusivement de capitalistes et d'ouvriers, fiction qui avait été posée dans le livre II du *Capital* pour la commodité de l'analyse. Or, il apparaît qu'il est impossible d'accumuler et de réaliser la plus-value à l'intérieur d'un système purement capitaliste ; le capitalisme a absolument besoin de débouchés dans des pays non-capitalistes qui seuls peuvent

lui permettre de réaliser en argent la plus-value et lui fournir les matières premières nécessaires à une production qui a pour loi un élargissement constant sous peine de s'arrêter.

Dans cette hypothèse d'une expansion impérialiste vitalemment nécessaire au capitalisme, la concurrence des pays industriels avancés autour des dernières régions non-capitalistes du globe est inévitable et elle doit fatalement s'exaspérer de plus en plus.

Ce n'était plus une prédiction, quand Lénine publia sa brochure en 1917.

Les thèses d'Hilferding, Luxemburg ou Lénine vont rencontrer de fortes résistances au sein de la social-démocratie et à droite. Certains refusaient l'identification de l'impérialisme à une phase du capitalisme, arguant du fait que le premier avait existé à toutes les époques de l'histoire, donc précédé le second. Ainsi, l'impérialisme n'était pas le produit des plus récents développements du capitalisme, mais un héritage des anciennes structures sociopolitiques et de la mentalité précapitaliste des vieilles classes dirigeantes qui s'accrochaient au pouvoir dans presque tous les États d'Europe.

Cette thèse, chère aux économistes libéraux, avait été partagée par de nombreux auteurs socialistes. Elle fut systématisée après la guerre par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter et récemment reprise par l'historien américain Arno Mayer qui se réclame du marxisme.

Karl Kautsky, le pape de la social-démocratie allemande, prit parti contre l'équation impérialisme = capitalisme. L'impérialisme était une politique, la politique préférée du capitalisme contemporain, mais non la seule possible. L'impérialisme n'était donc pas nécessairement la dernière phase du capitalisme.

Attaquant les thèses de Kautsky avec vigueur, Lénine affirmait l'identité du capitalisme et de l'impérialisme, je cite : « *S'il était nécessaire de donner une définition aussi brève que possible de l'impérialisme, il faudrait dire que c'est la phase monopoliste du capitalisme.* »

Plus précisément, il énumérait cinq facteurs dont l'ensemble constituait l'impérialisme :

- la concentration de la production et du capital créant les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique ;
- la fusion du capital bancaire et du capital industriel et la réalisation sur cette base du capital financier d'une oligarchie financière ;
- l'exportation du capital qui est devenue particulièrement importante, à la différence de l'exportation des marchandises ;
- la formation des monopoles capitalistes internationaux qui se partagent le monde ;
- le partage territorial de la planète achevé par les plus grandes puissances.

La question de l'impérialisme traversa l'action de la CGT

Dans son rapport traitant du pacifisme syndical, Gilbert a évoqué l'action de la CGT contre les guerres impérialistes et la course aux armements. Je n'y reviendrai donc pas.

Je traiterai plus particulièrement d'une polémique qui surgit en 1912. À son origine, un article paru dans la revue *L'Action nationale* intitulé « Le socialisme impérialiste dans l'Allemagne ». Ce texte, dont l'auteur est Charles Andler, va ouvrir une large discussion qui recouvre en fait des débats sur le problème de la pénétration de

l'idéologie impérialiste dans les sections de la II^e internationale et plus généralement sur les bases du réformisme et du nationalisme au sein du mouvement ouvrier.

Charles Andler est loin d'être un inconnu. C'est un fin connaisseur de l'Allemagne. Depuis 1908, il enseigne la langue et la littérature allemandes à la Sorbonne. Ami personnel de Lucien Herr, bibliothécaire de l'École normale supérieure, il a fondé avec lui en 1909 *l'École socialiste* dans le but de rendre plus accessible les théories du mouvement socialiste.

En 1901, sa traduction en français du *Manifeste du Parti communiste* de Karl Marx et Friedrich Engels demeure toujours utile aujourd'hui.

Durant cette période, il milite activement au sein du parti socialiste révolutionnaire de Jean Allemane et deviendra membre de la SFIO lors de sa fondation en 1905.

Les circonstances dans lesquelles l'article sur le socialisme impérialiste fut rédigé méritent d'être notées. En effet, Charles l'anglais avait passé une partie de l'automne 1911 en Allemagne, à l'époque du remous provoqué par le coup d'Agadir, et en septembre 1912, il avait attentivement suivi les travaux du congrès du parti social-démocrate, réuni à Chemnitz, qui devait notamment exclure le droitier Gérard Hildebrandt, l'apologiste du colonialisme socialiste. En publiant son article dans *l'Action nationale*, une modeste et récente revue mensuelle, Andler ne recherche pas d'évidence une grande notoriété. Mais les idées qu'il expose attirent cependant l'attention de la presse de droite, *le Temps*, *l'Éclair*. Mais les socialistes, en pleine discussion sur la loi portant le service militaire à trois ans, se taisent.

Ce silence tactique des socialistes va être mis à mal par la décision de Pierre Monatte, l'un des principaux animateurs de la revue *La Vie Ouvrière*, de publier, avec l'accord d'Andler, l'article de *l'Action nationale* dans ses numéros de février et mars 1913. Le silence n'est dès lors plus possible et s'ouvre une période d'intense controverse aussi bien en France qu'en Allemagne.

En dirigeant sa critique contre la social-démocratie allemande, Andler portait le fer au cœur du parti dominant de l'Internationale socialiste, et il savait que ses propos entraîneraient des conséquences dans les autres sections de cette Internationale.

Comment se construisait sa démonstration ? Sa thèse énonçait d'un ton catégorique : « *Il y a donc en Allemagne un socialisme teutomane, colonial et détrousseur.* »

Il appuyait ses dires sur d'abondantes citations puisées dans les écrits de Rudolf Hilferding et Gerhard Hildebrand. Il visait aussi le courant révisionniste d'Eduard Bernstein énonçant des thèses justifiant la nécessité du colonialisme comme condition du développement économique et base objective d'un socialisme à venir ! Mais il s'en prend aussi à la vieille garde, Auguste Bebel ou bien Karl Kautsky par exemple, qui défendent dorénavant selon lui un socialisme néo-lassalien et qui ont renoncé à toutes actions contre la guerre ou en faveur du désarmement.

Les turbulences ouvertes par l'article de Charles Andler, par-delà les circonstances de son déclenchement et ses aspects purement conjoncturels, soulèvent au fond plusieurs questions qui concernent les conceptions révolutionnaires et les orientations internationalistes des grands partis socialistes européens.

Si Pierre Monatte décide d'allumer la mèche de la polémique dans la revue qu'il dirige, c'est parce qu'il considère, instruit par les difficultés rencontrées par les Allemands à propos de la grève générale, qu'Andler a soulevé un vrai lièvre.

Au fond, sous la phraséologie révolutionnaire de la II^e Internationale, ne se cache-t-il pas un renoncement à une action de transformation sociale ?

Au cours des années précédant 1914, les partis socialistes européens ne se sont-ils pas progressivement transformés de partis révolutionnaires en partis d'opposition intégrés dans le système parlementaire ?

Et ce que l'on appelle la question nationale ne perturbe-t-elle pas désormais les approches de classe ?

Friedrich Engels avait pointé le premier la question dans une lettre à Marx du 7 octobre 1858, où il évoquait l'embourgeoisement d'une fraction du prolétariat anglais, considérant cette situation justifiée dans une nation qui exploite le monde entier.

Le 12 septembre 1882, dans une lettre à Karl Kautsky, Engels réaffirmait son appréciation et la précisait, je cite : « *Quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité du monopole colonial de l'Angleterre. Et de son monopole sur le marché mondial* ».

Et il dénonçait la présence au sein des Trade-Unions d'« *une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière qui est parvenue à conquérir une situation relativement confortable. Et cette situation, il l'accepte comme définitive* »

Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Vladimir Lénine précise les causes et les conséquences de cette situation :

Les causes sont :

- l'exploitation du monde par l'Angleterre ;
- son monopole sur le marché mondial ;
- son monopole colonial.

Les conséquences sont :

- l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ;
- une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient.

Dans la préface qu'il consacre aux éditions française et allemande de l'impérialisme, Lénine durcit le ton, je cite : « *Le capitalisme a une situation privilégiée à une poignée d'États particulièrement riches et puissants qui pille le monde entier par une simple tonte de coupons.*

Ce gigantesque surprofit permet de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Cette couche d'ouvriers embourgeoisés entièrement petit-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde est le principal soutien de la Deuxième internationale et de nos jours le principal soutien social de la bourgeoisie.

Dans la guerre civile entre prolétariat et bourgeoisie, un nombre appréciable d'entre eux se rangent inévitablement aux côtés de la bourgeoisie, aux côtés des Versaillais contre les Communards.

Lénine se situe bien loin des thèses d'Andler, qui s'en tient au fond à une simple défiance du social-chauvinisme, qu'il soit allemand ou français. Il opère une véritable rupture révolutionnaire.

Alors que l'impérialisme s'affirme de nouveau avec force, son enseignement mérite d'être entendu.